

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 77
JEUDI 29 OCTOBRE 1970

LE FACE A FACE SEGUY-CEYRAC ?

UNE COMEDIE = TELEVISEE =

Éditorial

Par qui la Télévision est-elle contrôlée ? Par le gouvernement et son appareil d'Etat. Aussi est-elle une arme au service constant des intérêts de la classe dominante, la grande bourgeoisie capitaliste, monopoliste et réactionnaire.

A quel ouvrier, exploité et opprimé par le patronat, fera-t-on croire que les sujets « débattus » sur le petit écran ne sont pas sévèrement choisis et censurés, pour répondre aux besoins du pouvoir et non pour satisfaire aux intérêts de la classe ouvrière et de l'ensemble des travailleurs ?

« A armes égales » se présente comme une émission « objective ». En réalité les partenaires régulièrement mis en présence feignent de s'opposer, mais se placent toujours et tous dans le cadre de la légalité capitaliste. C'est là « l'objectivité » de la bourgeoisie.

La publicité intense sur le « face à face » Seguy-Ceyrac a commencé un mois avant la comédie télévisée jouée par ces deux personnages. « Le Figaro », « Le Monde », tous les journaux réactionnaires et révisionnistes, la radio et la télé elle-même ont largement appuyé l'annonce de ce débat faite simultanément par le patronat et par la direction confédérale. Mieux, « La Voix Ouvrière » n° 1 364 a pris soin, une semaine à l'avance, de souligner elle aussi cette fameuse « objectivité » et de vanter, outre Séguy, son interlocuteur le grand patron capitaliste Ceyrac, le tout agrémenté sur le fond par la tarte à la crème actuelle des dirigeants révisionnistes, la « négociation ». La couverture de l'hebdomadaire de la CGT présentait côte à côte les visages des deux hommes, sur la page entière.

Le sujet de l'émission était « la grève ». Mais en vérité ce fut cette autre question « la négociation », qui occupa l'essentiel de la soirée. Ceyrac en a défendu le principe en combattant avec vivacité l'arme des travailleurs, le recours à la grève. C'est un patron capitaliste qui défend les intérêts de sa classe. Nous le considérons comme un ennemi.

Mais Séguy s'est présenté en quémendeur et s'est fait lui aussi l'ardent protagoniste de ce mode de règlement des contradictions de classes entre prolétariat et bourgeoisie, entre ouvriers et patrons.

S'il n'a pu éviter de défendre le droit pour les travailleurs de recourir à la grève, le secrétaire confédéral de la C.G.T. s'est bien gardé d'aller

au bout de la question : c'est un comble, mais il a fallu que ce soit Ceyrac qui, le premier, aborde la question de la politisation des grèves et de la révolution socialiste !!! Pour ridiculiser d'ailleurs sans difficultés son partenaire en appuyant son argumentation sur ce qui se passe dans le bastion du révisionnisme, en URSS.

En conclusion, les ouvriers et salariés n'ont pas reçu de réponses valables à leurs innombrables problèmes et se sont trouvés contraints d'assister à une joute oratoire caractérisée par le respect des convenances bourgeoises. Le manœuvre et l'OS encore trompés qui espéraient voir le dirigeant syndicaliste stigmatiser avec violence le représentant des « singes » n'ont vu qu'un monsieur poli et courtois, jouant le jeu avec gravité et conscience, dans le cadre toléré par le pouvoir. Un bon fonctionnaire, en quelque sorte.

Mieux, Séguy n'a pas saisi au bond la contre-proposition de Ceyrac de porter le minimum de tous les salaires à 1 000 F par mois « à condition que cette mesure soit sans répercussion sur la hiérarchie ».

Evidemment, Séguy ne risquait pas d'abandonner les revendications de ses camarades « ingénieurs, techniciens et cadres », dont les salaires dépassent souvent 4 000 F par mois et même davantage.

D'ailleurs le représentant du patronat avait lancé cette idée en sachant très bien que son interlocuteur ne l'accepterait pas. On peut se demander des deux compères, qui s'est montré en l'occurrence le plus tartuffe.

Un authentique représentant du prolétariat révolutionnaire ne se serait pas prêté à cette émission de propagande en faveur de la ligne de collaboration de classe.

Séguy n'est apparu que comme le descendant direct de celui que Lénine fustigeait en tant que « commis de la bourgeoisie dans la classe ouvrière », le réformiste Léon Jouhaux.

« A armes égales » avait pour objet essentiel d'essayer de redorer le blason des dirigeants de la CGT, à un moment où la montée des luttes s'annonce comme imminente et dangereuse pour le patronat et le gouvernement.

La « grande centrale » est cyniquement utilisée par la bourgeoisie monopoliste, qui a expérimenté avec satisfaction son efficacité en mai-juin 1968, lorsqu'elle a freiné, dévié et stoppé le mouvement de grèves déclenché sans son initiative par 10 millions de salariés.

Ceyrac a d'ailleurs rappelé que la collaboration du patronat et de la CGT ne date pas de 1968, et il a fixé à octobre 1967 (quatre mois après la désignation de Séguy à la tête de la CGT) le point de départ de la recherche systématique de la « négociation ».

A cette époque, le C.N.P.F. avait en effet reçu solennellement le Bureau Confédéral de la C.G.T. et, en février 1968, était signé, grâce à la « concertation » un premier accord, dont nous savons qu'il correspondait, comme toutes les mesures arrêtées en commun depuis lors, aux prévisions et perspectives du V^e et maintenant du VI^e Plan de l'économie capitaliste.

Mais les travailleurs ne seront pas dupes de cette imposture télévisée. Beaucoup d'ailleurs ne l'ont pas vue, car ils n'ont pas de poste récepteur. Les autres auront compris qu'elle était une manœuvre nouvelle de leur ennemi de classe, le capitalisme.

Aujourd'hui comme demain, ils utiliseront avec conséquence et résolution l'arme de la grève, seule susceptible d'établir un rapport de force imposant en leur faveur la capitulation du patronat.

Et, comme d'expérience, ils savent que celui-ci essaye toujours de reprendre d'une main ce qu'il a dû lâcher de l'autre, ils s'organiseront à la base et dans l'action, sous l'impulsion des marxistes-léninistes, pour aller plus loin en préparant d'abord, puis en réalisant ensuite la révolution prolétarienne.

Les mineurs de Merlebach, les grévistes des P. et T. ont engagé le combat et imposé jusqu'ici leur volonté de lutte. Nous soutenons leurs justes revendications, nous soutiendrons tous les responsables syndicalistes de base qui auront une attitude juste et courageuse, car nous ne les confondons pas avec Séguy. Mais, nous ne cessons pas de dénoncer les bonzes et les portes-serviettes qui chercheront la négociation à tout prix, sans penser d'abord à l'imposer par la force à l'Etat patron.

A bas la collaboration de classes !

Non à la négociation de salon, sans la pression préalable des travailleurs !

Vive la lutte classe contre classe, classe ouvrière contre patronat et gouvernement capitaliste !

Vive la révolution prolétarienne !

RÉPONSE DE NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

NON L'HUMANITÉ ROUGE NE DISPARAITRA PAS ! (v)

Depuis un certain temps, nous assistons à une attaque en règle de la bourgeoisie.

Notre journal H.R. subit l'assaut de l'ennemi : les procès se succèdent. La bourgeoisie, ce vampire, voit d'un très mauvais œil la classe qu'elle opprime férocement se regrouper, s'unir. Comme toute classe au seuil de sa perte, la bourgeoisie porte, dans un spasme délirant, d'ultimes coups à la classe ouvrière. Procès, saisies, incarcérations, arrestations, perquisitions... ainsi espère-t-elle retrouver l'oxygène pour une nouvelle vie.

Si nous sommes armés idéologiquement pour faire face aux attaques ouvertes de la bourgeoisie, connaissant parfaitement son parler, ses associations diverses, ses tribunaux, son armée de métier, sa police (flics, CRS, gardiens de la paix...) par contre nous le sommes beaucoup moins lorsqu'elle infiltre dans nos lignes des agents de sa 5^e colonne. Le but de ces agents est de saper le moral ; désorganiser ; semer le doute, la confusion, la suspicion dans nos rangs, procédant par insinuations puis par attaques indirectes, pour enfin vomir sur notre Etat-Major. Ces agents sont extrêmement dangereux.

FAUSSE MODESTIE - HYPOCRISIE BOURGEOISE

Dans un 1^{er} temps, ils cherchent à se montrer à leur avantage pour gagner notre confiance. Ils s'emparent alors des postes-clés... tout en déclamant qu'ils sont prêts à les remettre entre les mains de l'avant-garde ouvrière : mais, précèdent-ils, cette dernière manque encore de maturité politique : il faut édu-

quer les ouvriers. (Remarquons au passage, qu'il n'est jamais question de rééduquer les intellectuels pourris par l'idéologie bourgeoise.)

Flattant, caressant dans le sens du poil les travailleurs, ils proposent à ces derniers des postes responsables... bien entendu, eux conservent le gouvernail.

POUDRE AUX YEUX

Ces agents essaient de nous impressionner par une abondante théorie, baptisée pour la circonstance : révolutionnaire. Ils saisissent n'importe quel prétexte (un chat qui pisse...) pour dresser un bilan. Tout un tapage est fait autour d'un trou de gruyère.

ATTQUES LACHES ET PERFIDES

Dans ces bilans de rectification, l'ennemi de classe :

- met toujours l'accent sur les échecs,
- ignore volontairement l'aspect principal des luttes,
- s'égosille sur des détails secondaires,
- oppose toujours les chefs responsables à la base,
- pratique l'ultra-démocratie, et, comme tout bon bourgeois qui se respecte,
- utilise la calomnie personnelle.

(...Et de bons camarades, trompés par ce verbiage éloquent, abandonnent le poste que la classe ouvrière leur a confié.)

BAS LES MASQUES

Ce travail de sape accompli, les agents de la bourgeoisie

passent à l'action putschiste : nous tenons, de source sûre, la mise sur pied d'une attaque en règle des dépôts de littérature M.-L., du journal H.R. lui-même.

Notre journal H.R. est une citadelle, une base rouge !

Notre journal H.R. est un journal marxiste-léniniste !

Notre journal H.R. mène une lutte de classe, nous le défendons contre la 5^e colonne. Anéantissons ces ennemis de classe !

En avant pour la souscription permanente ; que chaque militant convaincu verse !

Chaque militant marxiste-léniniste a le devoir de consolider la citadelle, la base rouge.

Que chacun se porte aux créneaux pour faire feu sur la 5^e colonne.

A BAS LA 5^e COLONNE !

A BAS LA BOURGEOISIE !

VIVE L'HUMANITE ROUGE !

Les Marxistes-Léninistes
de Nancy et banlieue

Une vieille amie de la Chine et d'Albanie

Je suis une vieille de la maison de retraite départementale de Montolivet.

Je vous envoie ce que je peux pour votre journal parce que vous parlez de la Chine et de Tirana avec qui je correspond.

TOUS MES SOUHAITS DE REUSSITE.

G.H. MARSEILLE

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Total précédent	7 966,50 F
A.J.	Saint-Marcen	60 F
C.D.H.R.	Allos	20 F
Un lecteur ouvrier pour le soutien de H.R.	Paris 11 ^e	10 F
Un étudiant marxiste-léniniste partie de son salaire	Vincennes	50 F
C.D.H.R.	Marseille	186 F
C.D.H.R.	Menton	60 F
Pour la victoire de H.R. sur ses ennemis extérieurs et intérieurs, partie de son salaire	Inche	200 F
C.D.H.R. Censier	Paris	5 F
Une lycéenne Paul-Valéry	Paris	5,50 F
C.D.H.R. A. Marty	Paris	40 F
J.R.	Paris 20 ^e	3 F
1 lecteur d'H.R.	Champigny	4 F
C.D.H.R. (octobre)	Agen	145 F
M.L.	Martignes	17 F
Pour que vive H.R.	Brioude	10 F
Soutien à H.R.	Nancy	420 F
T.J.P.	Langeac	60 F
C.D.H.R.	Marseille	50 F
Soutien à H.R.	Brives	125 F
Un exilé politique	Paris	3 F
		9 440 F

Soutien du C.D.H.R. Agen

Chers camarades,

Notre CDHR, après avoir fait une juste critique des erreurs passées, a fait un bond en avant, annonçant des perspectives heureuses.

Nous avons enregistré votre appel du n° 73. Nous ferons ici le maximum pour soutenir régulièrement, matériellement et politiquement l'H.R. Ici tous les ouvriers, paysans et intellectuels sont déterminés à défendre l'H.R.

L'HUMANITE ROUGE VIVRA !
CDHR AGEN

MISE AU POINT

Dans notre dernier numéro était reproduit un tract distribué au B.H.V. d'Ivry, comportant la phrase : « L'attitude des délégués C.G.T. comme ceux des autres syndicats est pour le moins louche ; après avoir laissé les travailleurs de Garges dans l'isolement, ne comptent-ils pas sur l'essoufflement de la grève ? »

Bien entendu ce n'était pas les délégués locaux, au niveau des sections syndicales de base, qui étaient en cause, mais les responsables au niveau plus élevé de la Fédération C.G.T. Nous espérons que nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes en fonction du contexte qui n'était pas équivoque.
L'H.R.

LISEZ PÉKIN INFORMATION

PEKIN INFORMATION est un hebdomadaire politique et théorique qui propage le marxisme, le léninisme, la pensée-maoïtsetoung.

PEKIN INFORMATION rapporte comment le peuple chinois mène une lutte résolue contre l'impérialisme américain et tous ses laquais ; comment le peuple chinois soutient sans réserve la lutte révolutionnaire des peuples du monde. Elle présente, d'autre part, les brillantes réalisations et l'expérience que, sous la dictature du prolétariat, le peuple chinois a acquises dans la révolution et l'édification socialistes.

PEKIN INFORMATION est publiée en 5 langues : français, allemand, anglais, espagnol et japonais, et expédiée par avion à travers le monde.

(Spécimen sur commande)

TARIF

Le n° : 0,35 F

Abonnement :

1 an : 14 F ;
2 ans : 21 F ;
3 ans : 28 F.

COMMENT S'ABONNER

— Soit adresser la commande et le paiement à la librairie « Le Phénix », 70, bd de Sébastopol - Paris (3^e).

— Soit s'adresser directement à :

GUOZI SHUDIAN
B.P. 399 - PEKIN
République Populaire de Chine.

On peut, dans ce cas, adresser en même temps le paiement par chèque bancaire ou par mandat bancaire.

On peut également envoyer le paiement à l'Union de Banques suisses, 45 Bahnhofstrasse, Zürich, Suisse, pour transfert à GUOZI SHUDIAN, B.P. 399, Pékin, Chine.

YANKEES NAZIS HORS D'INDOCHINE !

L'H.R. dispose encore d'un stock de l'affiche « Peuple Khmer vaincra ! » qui reproduit un large extrait de l'Appel du 20 mai 1970 du Président Mao Tsé-toung pour abattre les agresseurs américains et leurs laquais.

Cette affiche conserve toute son actualité dans l'indispensable soutien aux guerres révolutionnaires des peuples d'Indochine. Elle constitue au surplus un élément de popularisation de l'H.R., qui en est signataire.

Amis, Camarades, Lecteurs, C.D.H.R., dès maintenant demandez-nous cette affiche, nous n'exigeons de vous que les frais d'expédition (2 francs 50 pour 175 affiches) et, selon vos possibilités, un soutien à la souscription.

INTENSIFIONS NOTRE ACTION DE SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTI-IMPERIALISTE !

LA DEFENSE DE GEISMAR, CHASSE GARDEE ?

Lundi 19 octobre s'est tenu à la Mutualité un meeting organisé par le « Secours Rouge », organisation fondée par le PSU et d'autres groupes n'ayant rien à voir avec notre propre Secours rouge lancé plusieurs mois auparavant (en mars 1970). Bien que non invitée, une délégation de notre Comité de rédaction s'y est présentée pour y lire un message de soutien à tous les emprisonnés politiques et en

faveur de la libération d'Alain Geismar.

Le Comité d'initiative a refusé la parole au camarade Jean Thriot, ouvrier révolutionnaire à avoir été le premier emprisonné et condamné par la Cour de Sécurité de l'Etat ; nous publions ci-contre le message qu'il désirait lire à cette occasion, message que les organisateurs se sont aussi refusés à lire eux-mêmes !

TEXTE DE SOUTIEN DE L'H. R. QUI NE PUT ÊTRE LU AU MEETING

Camarades et Amis,
Nous saluons la volonté unanime qui s'exprime dans cette ardente et vibrante assemblée.
— Volonté de donner un coup d'arrêt aux mesures fascistes du pouvoir contre ses adversaires politiques.
— Volonté de donner un coup d'arrêt aux mesures fascistes du pouvoir contre les libertés d'expression et d'association.
— Volonté d'obtenir l'acquiescement d'Alain Geismar, la libération des prisonniers poli-

tiques, la fin des poursuites, la dissolution de la Cour de Sécurité de l'Etat.

— Seules, les masses organisées et en mouvement peuvent mettre en échec l'arbitraire de l'Etat capitaliste.
— L'Humanité Rouge, dont les militants ont connu et connaissent encore les rigueurs de la loi bourgeoise, est pleinement solidaire de ce combat qui nous est commun.
— Libérez Geismar ! Unité et solidarité antirépressive !
Barrons la route au fascisme.

FRONT OUVRIER

Camarades ouvriers! alliance avec les paysans travailleurs!

François Gourmelon, vice-président du comité départemental des Jeunes Agriculteurs du Finistère, a comparu la semaine dernière devant le tribunal de Brest sous l'inculpation « d'entraves à la liberté des enchères ». En vérité, il avait entraîné les petits fermiers de son département dans une lutte victorieuse contre la spéculation foncière. Mille cinq cents manifestants ont débordé les forces de répression, le même jour, et défilé pour le soutenir dans le centre du grand port breton.

Trois autres agriculteurs ont été jugés le 22 octobre à Nancy sous la même inculpation.

Le lendemain, plusieurs centaines de manifestants paysans se sont opposés à Etival, près du Mans, à la vente aux enchères d'une ferme. La répression n'intimide nullement les paysans travailleurs et ceux-ci développent des actions de plus en plus vigoureuses.

De tels faits comme les violentes manifestations paysannes poursuivies depuis quelques années, dans plusieurs régions importantes, attestent de cette réalité nouvelle : l'idéologie révolutionnaire a commencé à pénétrer certaines couches paysannes.

En atteste également l'importante minorité qui s'est dégagée au dernier congrès du Centre national des Jeunes Agriculteurs contre la ligne réformiste. S'en font les supports journalistiques, sans doute avec des nuances et peut-être même des contradictions de l'une à l'autre, des publications comme « Paysans en lutte », et « Vent d'Ouest ».

Les paysans révolutionnaires y proclament leur mépris du caractère individuel de la propriété foncière et leur désir profond de s'allier avec la classe ouvrière. Sont-ils nombreux ? Là n'est pas la question décisive pour l'instant. En fait, ils sont de plus en plus nombreux ; mais ce qui est décisif, c'est leur idéologie, et la tactique et les formes de lutte qui en découlent.

« L'Humanité-Rouge » a déjà relaté certaines de leurs actions caractérisées par le mépris du légalisme bourgeois et par la recherche d'un appui de masse.

Elle veut tout faire pour contribuer concrètement à la jonction du mouvement révolutionnaire chez les paysans avec l'avant-garde marxiste-léniniste de la classe ouvrière, même si cette dernière paraît encore quantitativement faible. Il ne s'agit nullement de « récupérer », mais avant tout d'unir pour préparer le combat révolutionnaire contre le capitalisme.

L'opportunisme droitier du Parti « communiste » français comme le sectarisme étroit et contre-révolutionnaire des trotskystes vis-à-vis des paysans sont à rejeter avec colère et sans ambiguïté. Dans « Les questions du léninisme », Staline soulignait en 1926 :

« ... la question paysanne, comme question de l'alliée du prolétariat, a une très grande importance pour ce dernier et est partie intégrante de la question fondamentale de la dictature du prolétariat... N'est-il pas clair que si le léninisme n'avait pas à résoudre la question pratique de la conquête du pouvoir par le prolétariat, la question de l'alliance avec la paysannerie ne se poserait pas ? »

Certes, dans la France de 1970 dominée par le capitalisme monopoliste d'Etat, la paysannerie n'a pas les mêmes caractéristiques que dans la Russie tsariste de 1917 ou dans la Chine semi-féodale des années 30 et 40.

Mais « la question paysanne, comme question de l'alliée du prolétariat » ne s'en pose pas moins avec acuité, comme le prouvent de manière vivante les actions des paysans de l'Ouest, des Vosges ou du Centre.

Or, le Parti « communiste » français est responsable depuis 1945 de l'isolement des luttes paysannes par rapport à celles de la classe ouvrière.

Pendant des années, il a contraint les petits paysans qui avaient rejoint ses rangs (particulièrement à l'occasion de la Résistance) à se fondre dans les organisations syndicales dirigées par les gros agrariens, sous le fallacieux prétexte de les faire militer « dans les masses ».

Puis, devant l'échec patent de cette tactique, le Parti « communiste » français a créé sa propre organisation, le M.O.D.E.F. (Mouvement de défense des exploitations familiales). La ligne « de masse » de ce dernier est purement et simplement réformiste ; l'opportunisme lui sert de boussole.

En dépit de la modestie de leurs forces, les marxistes-léninistes ont pour tâche historique de discerner ce qui naît, ce qui grandit sous le signe de l'idéologie révolutionnaire du prolétariat. Aussi partout où ils en ont la possibilité, doivent-ils apporter leur soutien actif au mouvement des jeunes paysans travailleurs qui aspirent profondément à se lier à la classe ouvrière. Cette attitude concrète doit être conçue comme le premier pas vers la réalisation effective de l'alliance de la couche révolutionnaire de la paysannerie avec le prolétariat, dans la perspective de l'édification de l'organisation révolutionnaire prolétarienne, avant-garde de la classe ouvrière, arme dirigeante et indispensable pour conduire à la victoire de la révolution socialiste.

Les dirigeants révisionnistes, fieffés agents de la bourgeoisie, déploient tous leurs efforts pour entraver cette juste alliance, qui fit déjà tant défaut voici un siècle aux héroïques combattants de la Commune.

Aux marxistes-léninistes de savoir surmonter et extirper des rangs ouvriers tout sectarisme anti-paysan, en s'inspirant des enseignements universels de Mao Tsé toung, comme de ceux, antérieurs, de Lénine.

« La dictature du prolétariat est une forme particulière d'alliance de classe entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs, et les nombreuses couches non prolétariennes de travailleurs (petite bourgeoisie, petits exploitants, paysannerie, intellectuels, etc.) ou la majorité de ces couches, alliance dirigée contre le Capital, alliance ayant pour but le renversement complet du Capital, l'écrasement complet de la résistance de la bourgeoisie et de ses tentatives de restauration, alliance ayant pour but l'instauration et la consolidation définitive du socialisme. »

(Préface au discours « Sur la duperie du peuple par les mots d'ordre de liberté et d'égalité »).

Gaston LESPOIR.

PERRIER-VERGÈZE (Gard) :

SOLIDARITÉ AVEC LES MILITANTS OUVRIERS

Au début de novembre, douze travailleurs CGT et CFDT de la Source Perrier comparaitront devant la justice bourgeoise.

Parmi ces travailleurs, des délégués, des représentants du personnel, des responsables syndicaux et deux ouvriers de la base.

Le trust Perrier (le plus grand trust de l'Alimentation en France, un des tous premiers d'Europe) veut, par ce procès,

1) **décapiter les organisations syndicales de Vergèze**, qui se sont toujours tenues sur le terrain de la lutte classe contre classe, pratiquant l'unité à la base dans l'action ;

2) **Prendre sa revanche sur ces travailleurs qui, par une grande grève unitaire de 12 jours, du 4 au 15 juin 1970 (dont 4 avec occupation), lui ont arraché des avantages appréciables ;**

3) **et surtout, en contournant la protection légale des élus des travailleurs, créer un précédent juridique** qui rendrait complètement vaine des garanties, déjà si souvent violées par les patrons.

Le moyen choisi par le trust Perrier ?

Il l'a trouvé dans le Code civil Napoléonien : « la résiliation judiciaire du contrat de travail ».

Pour parvenir à ses fins, le trust, avec l'aide de « témoins », comme tout patron peut en trouver lorsqu'il s'agit de faire condamner des militants, veut faire condamner ces 12 travailleurs pour « fautes graves commises pendant la grève du 4 au 15 juin ».

Les appareils confédéraux et fédéraux des deux centrales font preuve d'une rare discrétion.

La fédération CGT de l'Alimentation s'est toutefois singularisée cet été en

publiant dans son organe national un article intitulé : « Formes et tactiques de Lutte ».

A en croire l'auteur, la grève du secteur « Eaux minérales » du trust Perrier aurait prouvé qu'une grève illimitée peut être tenue en échec par les patrons, du fait qu'ils peuvent « tenir » la branche touchée par le mouvement, grâce au fonctionnement normal des autres branches. Pour Perrier, l'auteur cite les industries laitière et chocolatière.

En avançant un tel argument, le bonze CGT de service apporte une nouvelle preuve de la criminelle inertie de sa Fédération. Ou a-t-elle fait pour populariser la grève du secteur « Eaux Minérales » ? Pour étendre la grève à l'ensemble du trust ? Poser la question, c'est la résoudre !...

La moindre parcelle de légalité bourgeoise doit être utilisée, sans illusion, mais sans hésitation. A Contrexeville, l'inspecteur du travail a dû refuser le licenciement de deux autres militants.

Le trust Perrier n'est pas invincible, même sur le terrain de la légalité bourgeoise, à condition que les travailleurs ne relâchent pas leur pression et que la solidarité de l'ensemble du prolétariat français se manifeste avec éclat.

Solidarité avec les militants ouvriers du trust Perrier !

A bas la répression patronale et judiciaire !

Unité à la base et dans l'action, pour la lutte classe contre classe !

Correspondant H.R.

N.B. : Adresser motions, résolutions de soutien, etc., à l'Humanité Rouge qui transmettra.

TOULOUSE : LA RÉPRESSION CONTRE LES ALGÉRIENS N'ARRÊTE PAS LA LUTTE...

Mardi 13 octobre, à 6 h du matin, 15 cars de flics cernent la cité de la Briquetterie et contrôlent l'identité de tous les travailleurs qui partent au travail. Ils perquisitionnent trois appartements ; un locataire arabe bénéficie de méthodes racistes : introduction chez lui grâce à un passe, tout est retourné, entassé en chaos. Des locataires sont amenés au poste pour y être photographiés de force. Une quinzaine de travailleurs algériens sont embarqués.

Pourquoi ce déploiement de forces policières ? Parce que les locataires perquisitionnés ont osé se révolter contre leurs conditions de vie à la Briquetterie. Cette cité est gérée par une société immobilière qui exploite de façon scandaleuse les travailleurs, en majorité immigrés, habitant à la Briquetterie :

- 40.000 A.F. un F 4 ;
- aucune réparation ou peinture depuis la construction : il y a 15 ans ;
- plusieurs années entre chaque désinfection des vide-ordures ;
- des cafards dans tous les appartements (on dépense environ 500 A.F. par semaine en insecticide) etc.

Les assistantes sociales qui préfèrent les maisons aisées ne s'attardent pas chez les familles algériennes sauf pour leur faire peur et les empêcher de revendiquer leurs droits.

Des parents d'élèves du quartier demandent des classes séparées pour les enfants algériens.

A la M.J.C., quand on appelle police-secours pour un accident, ce sont les flics qui arrivent, matraque au poing.

De telles conditions d'exploitation ne peuvent qu'entraîner la révolte. Quelques locataires ont engagé la lutte. A son arrivée, la « Gauche Proletarienne » a servi un moment les aspirations des gens : nettoyer les caves, vider les ordures.

Mais ses militants n'ont pas encore compris que « dans tout travail pour les masses, nous devons partir de leurs besoins et non de nos propres désirs, si louables soient-ils (...) C'est seulement lorsque à la suite de notre travail les masses seront, dans leur majorité, conscientes de la nécessité

de ces transformations, lorsqu'elles auront la volonté et le désir de les faire aboutir qu'on pourra les réaliser ; sinon l'on risque de se couper des masses ».

Citations du président Mao Tsé toung, P.L.R., p. 140-141.

Ils ont voulu durcir l'action sans se soucier de la majorité des locataires et passer à un niveau de lutte supérieur : grève des loyers généralisée. Rapidement les locataires les plus combattifs se sont trouvés isolés et bientôt convoqués par la police, fichés... et perquisitionnés.

Ces manœuvres policières ne visent qu'un seul but : intimider les locataires pour briser la lutte et donner raison aux capitulards.

En outre, elles ont l'avantage d'habituer les Toulousains à la répression et aux contrôles policiers : elles préparent les esprits au recours au fascisme qu'emploiera la bourgeoisie.

Mais ni l'intimidation, ni la répression n'empêchent les marxistes-léninistes de se lier aux locataires, de gagner leur confiance en se préoccupant de leurs besoins, de travailler au renforcement du noyau combattif et dirigeant. Et quand les locataires auront confiance dans leur force, unis, ils reprendront la lutte.

D'autant plus qu'à Toulouse, l'avenir n'est pas rose pour les travailleurs : les patrons du bâtiment licencient, les P.D.G. de Bréguet et d'Air France font des « compressions » de personnel. A Sud Aviation, le Concorde et l'Air-bus fourniront du travail pendant quelques années, mais après ? On envisage de fermer l'usine de Latécoère ; l'O.N.I.A., la Cartoucherie et la Poudrerie sont également menacées.

A nous, marxistes-léninistes, d'expliquer que seul le socialisme fera disparaître définitivement le chômage, la misère, l'exploitation, et que seule la Révolution prolétarienne nous mènera au socialisme.

A nous d'apprendre à déceler les occasions de luttes et à les impulser pour qu'elles soient victorieuses, car c'est dans l'action que se forge le noyau révolutionnaire, que s'édifie l'unité communiste et populaire.

Correspondant H.-R.

MARSEILLE :

ÉCHEC POUR LES RACISTES S.F.I.O.

Fin 1969 s'est installé à Septèmes, petite commune de la banlieue marseillaise proche du Parc Kalliste, une cité d'urgence de la LOGIREM (la même qui sur-exploite les travailleurs de la Cayolle à l'autre bout de Marseille), pour des travailleurs nord-africains et leur famille.

Nous avons raconté à l'époque (H.R. n° 32 du 30-10-69, p. 10) comment la municipalité révisionniste de Septèmes avait tout fait pour éviter l'installation de cette cité.

Cette cité était en effet une mauvaise affaire pour le P.C.F qui tient depuis peu la municipalité. Mauvaise à plusieurs points :

— **mauvaise électoralement** parce qu'elle est implantée dans un quartier composé de petites villas et maisonnettes individuelles où habitent certes des ouvriers mais surtout des retraités, petits bourgeois, voire bourgeois racistes par nature qui ne manqueraient pas de faire payer aux prochaines élections ce voisinage « intolérable ».

— **mauvaise financièrement** car la présence d'une cité de transit fait baisser le prix des terrains. Alors que la municipalité s'est lancée dans des réalisations immobilières de rapport.

Enfin la cité s'est tout de même ouverte. Début septembre il a fallu songer à envoyer les enfants à l'école. A Septèmes il n'y avait plus de place. De plus beaucoup de parents voyaient d'un mauvais œil leurs enfants s'asseoir à côté des « Arabes » (« on n'est pas raciste mais... »).

La municipalité de Septèmes avec l'aide de celle de Marseille trouva une solution : tout près de là (environ à 2 km de la Cité), sur le territoire de Marseille, à côté des HLM Bourrelly, existaient 4 baraques, 4 vieilles, très vieilles préfabriquées, plus une qu'une école voisine prêtes... « voilà ce qu'il nous fallait... pour des Arabes ça suffira ! »

Surtout pas question de mélanger nord-africains et européens ! De la vraie ségrégation ! Comme aux Etats-Unis !

Mais cela ne suffisait pas ! On trouve toujours plus raciste que soi. Pour la SFIO c'était encore trop que de faire une « école », « pour les Arabes », il fallait les chasser. C'est ce qu'entrepreneur de faire

deux « militants » SFIO du coin (ça doit être les seuls !) en faisant signer le jeudi 15 octobre une pétition dans les HLM Bourrelly. Cette pétition prétendait que les enfants des travailleurs immigrés (baptisés dans la pétition FSNA c'est-à-dire Français de Souche Nord Africaine, terme raciste et Algérie française comme aux plus beaux temps du colonialisme) étaient responsables de dégradations aussi diverses que fantaisistes (certaines étaient faites au moins depuis 6 mois !), qu'ils insultaient les paisibles habitants des HLM, etc., et demandait leur départ de l'école.

Des mères de famille ne comprenant pas trop de quoi il s'agissait signèrent. D'autres plus nombreuses claquèrent la porte au nez de ces racistes.

Les marxistes-léninistes prévenus tout de suite, éditaient dès jeudi après-midi un tract (ci-joint) qui dénonçait les auteurs (qui avaient bien gardé jusqu'ici de se faire connaître en tant que membres du Parti Socialiste) de ce travail raciste, dénonçait les mensonges, et appelait les travailleurs français et immigrés à resserrer leur unité de combat contre le capitalisme.

Ce tract fit l'effet d'une bombe. Les responsables de la pétition désignés aux yeux de tous ne savaient plus que faire pour se disculper et décidaient d'arrêter leur pétition. Mais ce n'était pas fini pour eux et le lendemain vendredi au cours d'une réunion de parents d'élèves, c'est publiquement qu'ils étaient attaqués et dénoncés, ils ne pouvaient bredouiller que quelques mots pour leur défense et c'est en déroute que l'affaire se terminait pour eux.

Par ce simple tract les marxistes-léninistes ont montré quel devait être partout le rôle de l'avant-garde communiste : dénoncer partout le capitalisme et ses laquais à travers les faits concrets, unir derrière elle tous ceux prêts à s'unir sur ses positions de classe. Ce tract a été bien accueilli par les travailleurs, y compris par des membres du Parti Révisionniste, il a partout aiguisé les contradictions de classe et obligé beaucoup à se déterminer par rapport à lui.

Correspondant H.R.

TRACT DISTRIBUÉ DANS LES H.L.M. BOURRELLY

PAS DE SÉGRÉGATION RACIALE DANS LE QUARTIER !

Des agents du Parti Socialiste font actuellement circuler aux HLM Bourrelly une pétition raciste tendant à faire partir des classes préfabriquées des Fabrettes les enfants des travailleurs algériens.

CETTE PETITION EST UN TISSU DE MENSONGES :

— Il est faux que ces enfants se conduisent mal.

— Il est faux qu'ils aient provoqués des détériorations aux HLM Bourrelly.

Tout ça est une manœuvre des bourgeois de la Mairie de Marseille pour dresser les travailleurs français contre les travailleurs immigrés. C'est une manœuvre des patrons pour diviser la classe ouvrière.

L'installation de ces enfants de travailleurs algériens dans ces baraques de la mairie de Septèmes était déjà une mesure de ségrégation scolaire... comme aux Etats-Unis. Nous ne voulons pas d'une école pour les Européens séparée d'une école pour les Algériens. Ce que nous voulons c'est une école pour tous.

Aujourd'hui on essaye de chasser ces enfants, de les mettre à la rue : plus

d'école du tout disent les racistes SFIO.

TRAVAILLEURS, MERES DE FAMILLE, NE VOUS LAISSEZ PAS TROMPER ! NE VOUS LAISSEZ PAS DIVISER !

Les travailleurs français et les travailleurs immigrés sont des frères de classe.

Leur ennemi est le même : le capitalisme, les patrons qui font venir les travailleurs immigrés, les surexploitent puis les parquent dans des bidonvilles ou des cités d'urgence ou de transit.

Les travailleurs français et immigrés doivent s'unir pour abattre ensemble le régime des exploiters et construire sur les ruines du capitalisme une nouvelle société sans racisme ni patron.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, TRAVAILLEURS IMMIGRÉS :

UNE SEULE CLASSE OUVRIERE ;

UN MEME ENNEMI : LE CAPITALISME ;

UNE SEULE SOLUTION : LA REVOLUTION SOCIALISTE ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT.

Les Communistes Marxistes-Léninistes de l'Humanité Rouge

PROCÈS GEISMAR :

UNE VAINTE TENTATIVE DE LA BOURGEOISIE POUR CONJURER LA MONTÉE DE L'ESPRIT RÉVOLUTIONNAIRE

Une fois de plus les vœux exprimés à Toulouse par Chaban Delmas, représentant de la bourgeoisie monopoliste, sont comblés : « la Justice s'est répandue davantage » ; Alain Geismar vient d'être condamné à 18 mois de prison ferme pour « appel à la violence, suivi de voie de fait ».

Pour lui infliger une telle peine, énorme dans le cadre même de la légalité bourgeoise, les juges de l'Etat monopoliste ont dû faire des acrobaties maladroites : ils furent incapables d'exhiber quelque certificat médical que ce soit pour prouver les violences. Mais il est évident que ce n'était pas ces « violences » que voulait punir la hargne bourgeoise : ce qu'elle cherche à frapper par dessus tout c'est le spectre terrifiant de Mai, celui de la révolution qui s'avance inéluctablement.

Cette condamnation de même que les grandes manœuvres policières dans Paris montrent à quel point la bourgeoisie est prête à tout lorsqu'elle sent son pouvoir menacé. A notre époque qui sonne le glas des exploiters du monde entier, c'est le cas ; affolée par les conditions favorables au développement des idées révolutionnaires (l'exploitation croissante des travailleurs, le chômage, la vie chère, etc.), la bourgeoisie frappe avec rage tout ce qui annonce son renversement par la seule voie juste, la lutte armée du peuple, quelque soit la confusion avec laquelle cette idée est développée ; mais en agissant ainsi elle ne fait qu'accroître cette évidence que la « Justice » est une justice de classe qui frappe ceux qui dénoncent la dictature bourgeoise et laisse impunis par exemple les innombrables patrons assassins d'ouvriers.

Pourtant l'organisation et les idées qui guident beaucoup des militants frappés ces derniers mois par l'Etat fascisant sont impuissants à les conduire et à conduire les masses à la Révolution ; l'enthousiasme et le courage dont certains sont animés ne sauraient suffire ; encore faudrait-il qu'ils s'appuient résolument sur la théorie scientifique du prolétariat, le marxisme-léninisme ; car seule la connaissance de la réalité, la conception prolétarienne du monde, permet de changer cette réalité ; et l'histoire de la « Gauche Prolétarienne » c'est justement l'histoire de cette ignorance qui est en train de faire faillite car on ne peut impunément, longtemps prendre ses désirs pour des réalités : les 20, 21, 22 octobre l'ont encore confirmé : les masses n'étaient pas là. Car s'il est vrai que

« le pouvoir est au bout du fusil », il est également vrai que « la guerre révolutionnaire c'est la guerre des masses populaires, on ne peut la faire qu'en mobilisant les masses » (Mao Tsé-toung) et que « pour faire la révolution, il faut qu'il y ait un parti révolutionnaire. Sans un parti révolutionnaire, sans un parti fondé sur la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste et le style révolutionnaire marxiste-léniniste, il est impossible de conduire la classe ouvrière et les grandes masses populaires à la victoire !... »

Pourtant ces révolutionnaires qui se trompent et sulvent une voie qui n'aboutit qu'à l'échec ne sont pas les seuls responsables de leurs erreurs ; le responsable fondamental c'est le révisionnisme moderne au poste de commandement de ce qui fut le parti de la classe ouvrière ; ce sont les traitres Marchais, Ségué et Cie qui ont plongé dans le désarroi certains révolutionnaires ; car comme l'a montré Jacques Jurquet dans « Le Printemps révolutionnaire de 1968 » (1) : « ...C'est un trou immense (que les révisionnistes) ont offert à la jeunesse de notre pays pourtant avide de découvrir les chemins radieux du socialisme et donc de la révolution. Voilà donc une donnée historique certaine : le révisionnisme moderne est responsable de la réapparition d'une doctrine aussi désuète que l'anarchisme. »

Ce vide immense, seule l'idéologie du prolétariat propagée par son avant-garde révolutionnaire pourra le combler ; c'est de la force de cette avant-garde et de la capacité des militants qui veulent la révolution à se placer sur les positions de la classe ouvrière que dépend l'écrasement du révisionnisme obstacle à la révolution prolétarienne.

Entre le révisionnisme et le gauchisme, il n'y a place que pour l'idéologie révolutionnaire du prolétariat et pour son parti marxiste-léniniste, seul capable de lutter efficacement contre l'Etat fascisant pour l'établissement de la dictature du prolétariat.

Libérez Alain Geismar et tous les emprisonnés révolutionnaires !

A bas l'Etat fascisant !

Henri JOUR

(1) LE PRINTEMPS REVOLUTIONNAIRE DE 1968, par Jacques Jurquet.

Essai d'analyse marxiste-léniniste.

En vente par notre intermédiaire 3 F (5 F contre envoi). Paiement à la commande.

Joseph STALINE :

“ LES PRINCIPES DU LÉNINISME ”

Le danger de la tactique des communistes de gauche était qu'elle menaçait de transformer le Parti, de chef de la Révolution prolétarienne, en une poignée de conspirateurs creux et inconsistants.

On ne peut, dit Lénine, vaincre avec l'avant-garde seule. Jeter l'avant-garde seule dans la bataille décisive tant que la classe tout entière, tant que les grandes masses n'ont pas pris soit une attitude d'appui direct à l'avant-garde, soit tout au moins de neutralité bienveillante... serait non seulement une sottise, mais un crime. Or, pour que vraiment la classe tout entière, pour que vraiment les grandes masses de travailleurs et d'opprimés du Capital arrivent à prendre une telle position, la propagande seule, l'agitation seule, ne suffisent pas. Pour cela, il faut la propre expérience politique de ces masses. Telle est la loi fondamentale de toutes les grandes révolutions.

Extrait des « Principes du Léninisme » de J.V. Staline, (pages 148 et 149). En vente à la librairie « Le Phénix » (72, bd de Sébastopol, Paris-3^e) 3 F (5 F contre envoi) ou par notre intermédiaire. Paiement à la commande.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

	Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
TIRANA	6 h	
	16 h	
	17 h	sur 31 et 42 m ;
	19 h	
	21 h	
	22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
	23 h 30	sur 31 et 41 m.

Le Québec : un peuple opprimé qui lutte pour sa libération

Que de pleurs journalistiques et radioteuses ! Bien des journaux qui, jusque là, affichaient une compréhension de bon aloi pour la cause du Québec, se mettent soudain à pousser des cris d'horreur.

L'exécution du ministre « du chômage et de l'assimilation », Pierre Laporte, attribuée à une cellule du Front de Libération du Québec est la cause de cet émoi.

De nos jours, pourtant, le métier de politicien bourgeois comporte quelques risques, et ceux qui les assument ne l'ignorent pas.

Au demeurant, une vie de ministre bourgeois ne vaut pas plus qu'une vie d'ouvrier. Chaque jour, des prolétaires meurent sur les chantiers, dans les usines de France et du Canada, brûlés par des jets de métal, écrasés sous des éboulements, ou même asphyxiés dans les taudis où ils doivent trouver un onéreux, précaire et dangereux abri. Et ces messieurs de l'« Aurore », du « Monde » ou du « Times » gardent sur tous ces morts, un silence pudique.

La palme de l'hypocrisie revient sans doute à Sir Alec Douglas Home, ministre conservateur de sa « gracieuse » majesté britannique. Celui-ci parle d'« acte barbare », de « crime horrible », au moment même où son gouvernement a décidé de reprendre les ventes d'armes aux « barbares et criminels » racistes d'Union Sud-Africaine, bourreaux du peuple bantou et des autres ethnies non européennes d'Afrique du Sud.

Quant à la palme de la sottise, il faut la décerner sans hésiter à tous ceux qui de par le monde, et notamment en France, attribuent à... de Gaulle la responsabilité des événements actuels, en raison de son exclamation de 1967 « Vive le Québec libre ! ».

Comme si la question du Québec avait attendu de Gaulle pour se poser avec acuité. De Gaulle arrivait à la fin de la onzième heure ! La réaction horrifiée du gouvernement Chaban, héritier de de Gaulle, nous éclaire d'ailleurs sur les sentiments réels de son « génie tutélaire ».

Mais, d'abord, qu'est-ce que le Québec, et comment peut-on être Québécois ?

UN PEUPLE OPPRIME

Le Québec est une province du Canada, Etat fédéral. Le Canada, une des puissances impérialistes les plus importantes, malgré sa faible population (21 millions d'habitants), mais en raison de ses grandes richesses industrielles et agricoles comprend en fait deux peuples, les Canadiens proprement dit, anglophones, qui sont environ 15 millions, et les Canadiens francophones, ou Québécois.

Ces derniers sont au nombre de 6 millions dont 5 millions dans la province du Québec, qui est ainsi francophone à 85 %. Le million restant est concentré pour les deux-tiers dans deux provinces proches du Québec, le Nouveau Brunswick et la Nouvelle Ecosse, où ils forment 30 % de la population. Ils forment aussi des îlots relativement importants au Labrador, au Saskatchewan et dans les territoires du Nord-Ouest.

La situation actuelle résulte de la conquête du Québec par les Anglais il y a plus de 200 ans (guerre de sept ans). La structure fédérale de l'Etat canadien, la reconnaissance du français comme langue officielle, le fait que le gouvernement central comporte des ministres québécois ne changent rien aux faits suivants :

— L'anglais est la langue de l'administration, de l'armée, de la police, du commerce, de l'industrie.

— Les Québécois sont maintenus à un niveau culturel inférieur (il faut souligner à ce sujet la responsabilité écrasante de la hiérarchie catholique qui a maintenu tant qu'elle l'a pu un obscurantisme quasi médiéval).

— Conséquence de ce qui précède, les Québécois, à part quelques brillantes exceptions, sont confinés dans les emplois subalternes. Une statistique vieille de plusieurs années indiquait que, représentant 33 % de la population, les Québécois ne fournissaient que 5 % des ingénieurs, 15 % des ouvriers qualifiés, mais 45 % des manœuvres d'industrie, 55 % des garçons d'ascenseur et près de 50 % des chômeurs. Enfin le niveau de vie moyen est de 25 % plus bas au Québec que partout ailleurs au Canada.

Là comme partout, l'oppression nationale recouvre une oppression de classe. Si l'on admet avec Staline, que la nation est « une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit par une communauté de culture » (le Marxisme et la question nationale), le Québec est une nation, et le peuple québécois, un peuple, et, compte tenu de ce qui précède, un peuple d'Amérique latine (parce que de langue et de culture latines). Opprimé par l'impérialisme, comme celui de Porto-Rico, ou comme les 6 millions de « Chicanos » (Mexicains du sud-ouest des U.S.A.).

LA DOUBLE OPPRESSION

En tant que « Canadiens », les Québécois sont exploités par l'impérialisme yankee. Le capitalisme canadien est dominé par son grand voisin du sud. La plupart des firmes industrielles, commerciales et

bancaires canadiennes sont contrôlées directement ou indirectement par le capital U.S.

Le gouvernement fédéral échoit alternativement à deux fractions rivales de la bourgeoisie canadienne :

— celle qui accepte cette domination et même, préconise l'intégration pure et simple du Canada aux U.S.A. ; (signalons en passant que, — *sauf au Québec* —, cette intégration est réalisée sur le plan syndical, les syndicats canadiens étant de simples « branches » de l'A.F.L.-C.I.O. yankee) ;

— et celle qui s'efforce de se dégager de cette tutelle, à la faveur des actuels déboires de l'impérialisme américain. Trudeau et son équipe représentent cette seconde tendance, et c'est dans cette optique qu'il faut voir la reconnaissance de la Chine Populaire par le gouvernement d'Ottawa, et le maintien de relations diplomatiques avec Cuba.

En tant que Québécois, les francophones sont traités de façon assimilatrice et oppressive. Ainsi, dans les bureaux de Québec ou Montréal des banques anglaises et américaines, il n'est pas rare de voir une pancarte à l'intention de la population québécoise « speak white » (« parlez blanc » !), car le français est un parler de « nègres ». Les Québécois s'intitulent eux-mêmes « les nègres blancs d'Amérique ».

AVEC NOS FRERES DU QUEBEC

Le jour où Trudeau fit occuper la province du Québec par l'armée fédérale, une radio périphérique, interrogeant la population, obtint, entre autres, cette réponse d'un chauffeur de taxi de Montréal qui résumait toutes les autres : « Les Canadiens occupent le Québec, Montréal, c'est Prague ! »

On peut aussi penser à Belfast, ou à Saint-Domin-

gue... Mais « on peut tout faire avec les baïonnettes, sauf s'asseoir dessus ». Trudeau l'apprendra à ses dépens.

Parmi les centaines de personnes arrêtées, des syndicalistes, des étudiants, des artistes, des prêtres, des fonctionnaires. Bien peu, sans doute, sont membres du « Front de Libération du Québec », mais tous se ressentent comme filles et fils d'un peuple opprimé...

Les marxistes-léninistes du Canada, regroupés en un seul parti pour l'ensemble de la Confédération, reconnaissent le droit à l'auto-détermination des deux ethnies du Canada, jusque et y compris le droit de séparation.

Nos camarades canadiens sauront entraîner la classe ouvrière et le peuple du Canada à rejeter le chauvinisme et le nationalisme bourgeois « anglais » ou « français ».

Mais la lutte étant d'ores et déjà engagée au Québec, les progressistes et les révolutionnaires du Canada et du monde entier ont pour premier devoir de soutenir politiquement la lutte de libération nationale du peuple québécois.

Aujourd'hui, nos frères du Québec ouvrent une nouvelle brèche dans le front impérialiste mondial, aux portes mêmes des U.S.A. Cette brèche, l'armée et la police d'Ottawa ne pourront la colmater.

Comme l'a proclamé le camarade Mao Tsé toung, « de nos jours la tendance principale, c'est la révolution ». Au Québec aussi.

Vous pouvez trembler, bourreaux impérialistes. Avant que ce siècle ne se termine, nulle oppression nationale, nulle oppression de classe ne subsisteront, ni au Québec, ni nulle part ailleurs.

Hervé KERMOAL.

1^{er} Novembre 1954 : début de la guerre du peuple algérien

(suite de la page 8)

L'ATTITUDE DES PARTIS REVISIONNISTES FRANÇAIS ET ALGERIENS

Mais c'est la bourgeoisie nationale qui eut l'initiative et la direction de cette révolution. Le Parti « communiste » algérien, composé d'une majorité d'Européens et d'une minorité d'Algériens, ne fut qu'une organisation docile et soumise aux volontés du Parti « communiste » français.

Soulignons cependant qu'un nombre appréciable de membres du Parti « communiste » algérien, essentiellement algériens, ne se plièrent pas à la discipline révisionniste et gagnèrent les rangs de l'A.L.N. sans attendre l'accord de la direction de leur Parti. Nombre d'entre eux sont morts au combat. Citons Tahar Ghomri, ouvrier agricole et Saïd Lamrani, avocat, membres du Comité central du P. « C. » A., dont les révisionnistes ont depuis lors tenté de « récupérer » les héroïques mémoires, bien que sachant parfaitement qu'ils avaient annoncé leurs départs pour le maquis à quelques-uns de leurs camarades lors d'une séance du Comité central fin 1954, (ou début 1955), et ce malgré les tentatives de dissuasion effectuées par les membres de la direction au niveau le plus élevé.

Si le peuple algérien avait disposé d'un Parti authentiquement marxiste-léniniste, dirigé et composé essentiellement par des Algériens, comme le peuple vietnamien ou le peuple chinois, son héroïque combat n'aurait pas débouché sur un régime dominé par la bourgeoisie, mais serait allé bien au-delà. Il serait passé par une étape de « démocratie nouvelle » assurant la dictature démocratique-populaire conjointe de plusieurs classes (classe ouvrière, paysannerie, bourgeoisie nationale) contre l'impérialisme étranger, contre les traîtres à la patrie, et contre les anciens féodaux ou semi-féodaux. Puis, de cette étape, contrôlée et dirigée par le Parti révolutionnaire prolétarien, il serait passé à celle du socialisme, garantie par la dictature du prolétariat sous la forme d'une démocratie populaire dirigée par la classe ouvrière, et fondée sur son alliance avec les paysans pauvres.

Lorsqu'on examine où en est l'Algérie indépendante par rapport, par exemple, à la République Démocratique du Vietnam, on peut aisément mesurer l'énorme responsabilité, disons même la trahison historique de ceux qui, au moment voulu et possible, n'ont pas aidé le peuple algérien à se doter d'un véritable Parti marxiste-léniniste.

NOTRE POINT DE VUE SUR L'ALGERIE 1970

Aujourd'hui, sur le plan international, les marxistes-léninistes apprécient la politique de l'Algérie dans la mesure où elle combat l'impérialisme, et plus particulièrement l'impérialisme américain. Le soutien constant apporté à la juste guerre révolutionnaire que mène le peuple palestinien pour son indépendance nationale est aussi un élément des plus positifs de la politique du gouvernement algérien sur le plan mondial.

Quant aux problèmes intérieurs de l'Algérie, ce sont avant tout ceux de son peuple et nous ne nous croyons ni qualifiés, ni autorisés pour donner



Patriotes algériens en armes.

quelques conseils ou leçons en la matière à nos frères algériens. Tout ce que nous pouvons dire à ce sujet consiste à réaffirmer notre entière solidarité avec la classe ouvrière, avec le peuple travailleur de l'Algérie, seul maître souverain de son avenir. Si demain naît un authentique Parti communiste marxiste-léniniste en Algérie, nous nous en réjouissons profondément et nous l'assurons de notre plus étroite fraternité dans le combat pour la révolution prolétarienne. Mais, contrairement à ce que peuvent penser et suggérer certains éléments impatientes et ultra-gauchistes, ce n'est en aucune façon à nous, Français, de susciter et créer les conditions indispensables à la naissance de ce Parti. En aurions-nous d'ailleurs les moyens ? C'est avant tout l'affaire des ouvriers, des paysans pauvres et des intellectuels révolutionnaires algériens. L'attitude des partis frères chinois et albanais sur ce point particulier nous paraît un modèle de réserve et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre peuple.

C'est au peuple algérien lui-même et à lui seul de décider des initiatives historiques indispensables pour aller de l'avant, réaliser la révolution prolétarienne, édifier le socialisme, en comptant avant tout sur ses propres forces.

Notre attitude vis-à-vis des travailleurs algériens immigrés en France est une autre question, notre position est assez connue pour que nous n'y revenions pas. Nous les tenons pour nos frères de classe, nos camarades de combat, les appelons à s'unir au prolétariat français dans ses luttes de classes révolutionnaires, exigeons en leur faveur l'égalité totale des droits politiques et sociaux avec ceux des ouvriers français.

En tout état de cause, les marxistes-léninistes savent que le peuple algérien est un peuple révolutionnaire ayant déjà acquis gloire et expérience dans la guerre de libération nationale déclenchée le 1^{er} novembre 1954. Ils placent en lui leur plus entière confiance dans la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme, pour la suppression définitive de l'exploitation, de l'oppression et du racisme sur le plan mondial.

André CHIQUOIT.

AÉROSPATIALE TOULOUSE (EX-SUD-AVIATION) :

Unité à la base par l'action pour l'action

A Toulouse, les usines Aérospatiale (7.000 ouvriers) représentent le secteur de pointe du point de vue de la lutte de classe.

Depuis la mi-septembre, un mouvement de débrayages et de grèves perlées dont l'ampleur va s'accroissant, témoigne de la haute combativité des ouvriers de Saint-Eloi, Saint-Martin et Blagnac.

Les grandes manœuvres syndicales :

Au cours des diverses et interminables négociations (15 journées alors que la lutte n'était pas engagée !) les revendications principales de la C.G.T., sur lesquelles la C.F.D.T. était grosso-modo d'accord, étaient :

- 10 % d'augmentation du salaire;
- Echelle mobile basée sur les indices syndicaux ;
- Salaire-plancher à 1.080 F ;
- Prix du point : 6,30 F ;
- 13^e mois intégral ;
- Plan de retour aux 40 h ;
- Pré-retraite à 63 ans, première étape vers 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes.

Sans entrer dans l'étude critique de ces revendications, notamment des réformistes (plan de retour aux 40 h ou à la retraite à 60 ans, échelle mobile), chose dont H.-R. s'est maintes fois chargée, contentons-nous de voir ce que sont devenues ces revendications qui dans leurs grandes lignes reflétaient les aspirations de la base. Lors de la rencontre direction-syndicats du 11-9-70, la chose a été présentée comme la plate-forme minimale commune C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. - C.G.C. :

- 2 % d'augmentation du pouvoir d'achat au 1^{er} janvier de chaque année ;
- Echelle mobile basée sur la moyenne des indices patronaux et syndicaux (I. N. S. E. E. et U. N. A. F.) ;
- Salaire-plancher à 920 F ;
- Prix du point à 5,25 F (province) 5,45 F (Paris) ;
- 13^e mois intégral pour 1971 ;
- Retour à 44 h en 1970, à 43 h 30 en 1971.

Il est donc clair que la première plate-forme revendicative de la C.G.T. présentée en dehors de la lutte n'a été qu'une manœuvre démagogique destinée à contenir les justes aspirations de la base puisqu'elle a été ensuite abandonnée au profit de l'unité avec F.O., « fait très positif » (III).

En fait nombreux ont été les adhérents et militants de base de la C.G.T. et surtout de la C.F.D.T. (qui font preuve de plus de combativité) qui ont accueilli cette plate-forme comme une déculottade de leurs chefs syndicaux face à F.O. et à la C.G.C., comme la mise au rencard des grandes revendications de lutte de classe au profit de l'unité au sommet.

Cependant cet accord de collaboration de classe s'est retourné contre ses auteurs tous autant qu'ils soient : les dirigeants de F.O. et de la C.G.C. n'ont pas manqué de jouer leur rôle d'agent fidèle et sans masque du patronat, ils ont saboté l'accord en mettant au point une autre plate-forme encore plus rétrograde (quasiement les positions de la direction) et ce, à peine une semaine plus tard le 17-9-70.

La direction : fourberies et intimidations en tous genres

Elle n'a même pas cherché à camoufler sa désinvolture et son peu de souci pour maintenir les avantages acquis et le pouvoir d'achat. Croit-elle donc avoir affaire à des imbéciles ? Quand elle donne 2,5 % en intégrant le temps payé non travaillé (1 h 30) soit 889 F pour le salaire-plancher, peut-on croire à une augmentation ou à un maintien quelconque comme sa propagande mensongère vise à le faire croire ? Et même

aux mensuels, elle ne fait que proposer une augmentation-bidon de la valeur du point en y intégrant le temps payé non travaillé ! Et le 13^e mois : à qui profite-t-il ? Pourquoi l'accorder immédiatement aux cadres et pas avant trois ans aux ouvriers ? La direction des usines Aérospatiale aurait-elle peur de perdre certains de ses flics ?

La direction est même allée plus loin dans la provocation : elle a licencié un délégué C.F.D.T. un peu trop combatif sous le prétexte fallacieux qu'il s'était lui-même signé un bon de délégation (alors que ceux-ci n'ont rien d'obligatoire). Mais la riposte des ouvriers ne s'est pas faite attendre : débrayages calmes mais fermement déterminés ainsi que l'intervention des délégués du personnel ont permis de faire reculer la direction de l'Aérospatiale-Toulouse et le P.D.G. sur l'arbitraire du licenciement qui en fin de compte s'est soldé par huit jours de mise à pied. La crapulerie de la direction et de la maîtrise de l'atelier ne s'est pas arrêtée là : le jour de la réintégration, le contremaître Vivies et le chef d'atelier Lefèvre demandent à un délégué de vider le placard du copain mis à pied. Refus du délégué. De même Berthelino, chef du personnel, lui refuse de régler lui-même les formalités de changement d'atelier, et décide de faire porter au poste de garde le placard avec un Fenwick (en réalité affecté à d'autres travaux) ! Les singeries et vexations de la maîtrise ont l'air terminées mais nous sommes sûrs que le délégué syndical réintégré continuera comme par le passé son travail dans un autre atelier.

Le lutte

Mentionnons d'abord un caractère particulier de la Société : la S.N.I.A.S. regroupe 19 usines réparties sur tout le territoire français qui ont des avantages inégaux et une combativité inégale, d'où une difficulté supplémentaire pour aboutir à un règlement d'ensemble. C'est pourquoi et jusqu'à présent un quota de 1 h à 4 h de grève par semaine a été fixé et dont l'application est à la discrétion des sections syndicales (C.G.T., C.F.D.T.).

A Toulouse, ce quota ne constitue que l'aspect secondaire de la lutte. Le principal, actuellement, ce sont les efforts que font les ouvriers les plus combattifs pour entraîner leurs camarades, notamment ceux de F.O. et les mensuels, dans l'action et cela par l'action. L'action aujourd'hui c'est le tam-tam (taper sur les taules) qui peut retentir à tout moment dans les ateliers pour une durée de 6 mn à 30 mn et qui crée des débrayages-surprises absolument incontrôlables par la direction. L'action, c'est aussi les pétards (plusieurs centaines), les fumigènes, les feux de bengale, les boules puantes qui explosent partout des ateliers aux bureaux de la maîtrise. Il ne faudrait pas croire que l'anarchie règne. Loin de là. C'est la base et ses militants qui déterminent démocratiquement quand il faut agir et là où il faut agir, et c'est dans la discipline que l'on agit. Les raisons ne manquent pas d'intervenir : embauche des mensuels, descente d'une huile, protestation contre l'arbitraire patronal et surtout on rappelle à la direction qu'il lui faudra satisfaire aux revendications. Les esprits sont tellement conscients, la combativité si grande de même que la solidarité, qu'il suffit qu'un atelier manifeste, débraye ou forme un meeting pour que de suite les autres entrent dans le mouvement et aillent soutenir leurs camarades !

Ces formes d'action ont eu pour l'instant des résultats positifs : le mouvement parti à 50 % des gars en rassemble maintenant 70 % et bientôt un degré supérieur de la lutte devra être atteint, duquel nous ne manquerons pas de vous tenir au courant.

Les leçons

Nous pouvons déjà en tirer quatre :
1° Pour réaliser l'unité de combat des ouvriers, il est nécessaire de démasquer les dirigeants syndicaux qui collaborent : après que F.O. eut renié la plate-forme commune, ses militants les plus combattifs se sont refusés à abandonner la lutte de classe et ont rejeté leur direction.

2° L'unité au sommet quand elle ne repose pas sur l'unité dans la lutte ne peut aboutir qu'à des concessions à l'ennemi de classe. La reculade de la C.G.T. - C.F.D.T. sur leurs revendications premières est claire, et quels points positifs ont été obtenus ?

3° L'unité se réalise à la base, dans l'action, par l'action. C'est ce qu'ont merveilleusement compris les ouvriers les plus avancés qui entraînent de plus en plus leurs camarades dans l'action par une juste graduation de celle-ci et non par un quelconque baratin ou une plate-forme commune dont l'importance ne peut que rester secondaire.

4° Ce sont des syndiqués C.F.D.T. qui se montrent les plus combattifs, de même que certains C.G.T. Quant aux dirigeants C.G.T., une fois de plus, on ne les voit pas à la tête du combat comme ils le furent à l'époque des G. Monmousseau et P. Séraud. C'est qu'entre temps, le révisionnisme moderne a submergé les directions du P.C.F. et de la C.G.T. ; les a transformées de révolutionnaires qu'elles étaient, en contre-révolutionnaires sous forme de réformisme et capitulation. Pour les dirigeants C.G.T., le syndicalisme est devenu un moyen d'obtenir des avantages, d'être planqué, de commander, de paraître, d'avoir des rencontres d'état-major, de discuter avec le patronat sur : « une position unitaire appréciée comme un fait très positif » de rechercher l'unité sans principe avec les dirigeants de F.O. vendus au patronat et à la C.I.A., bref, ils sont devenus des aristocrates ouvriers, des commis ouvriers de la bourgeoisie.

Les luttes économiques et politiques de la classe ouvrière sont axées sur la stratégie contre-révolutionnaire de la « démocratie avancée par les élections » et non sur la « Révolution socialiste au bout du fusil ». Cela a pour conséquence que même la lutte économique, les dirigeants révisionnistes la sabotent. Séguy ne déclarait-il pas le 29 août dernier : « Les résultats des négociations de ces

derniers mois ne sont pas sans inégalités. Cependant, ils encouragent les travailleurs et leurs organisations à persévérer dans une action syndicale fondée sur la négociation avec l'autre partie ! » Voilà qui est clair et qui aussi secrète son propre contraire : aujourd'hui, comme à l'Aérospatiale-Toulouse, les ouvriers et leurs délégués considérés comme chefs au cours du combat de classe prennent en main la lutte économique. Demain, avec une direction politique véritablement communiste, ils sauront amplifier encore leur combat et le porter vers de nouvelles victoires, abattre la dictature de la bourgeoisie, édifier le socialisme en veillant à sauvegarder et renforcer la vigilante dictature du prolétariat. A cette étape de notre lutte, le renforcement de l'avant-garde marxiste-léniniste est absolument nécessaire pour préparer, organiser et conduire les rudes luttes qui s'annoncent. En France aussi, inexorablement, la classe ouvrière remplira avec honneur sa mission historique : enterrer le régime capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme, établir sa propre dictature sur la minorité exploiteuse renversée, s'acheminer ainsi vers la société sans classe, le communisme !

Correspondant H.-R. - Toulouse.

PAU :

UN OUVRIER PÈRE DE 7 ENFANTS VICTIME D'UN " ACCIDENT " DU TRAVAIL MORTEL

Sur un chantier de construction du groupe Lilas-Tourasse (C.I.L.B.-Billère) un ouvrier a fait une chute de 6 mètres de haut, après avoir touché de la tête les fils d'une ligne électrique.

Quelques instants avant ce nouveau crime du Capital, un contremaître avait signalé au Patron que ce travail était particulièrement dangereux à cause de la proximité de la ligne à haute tension. Mais ce dernier aurait répondu : « Il faut le faire ! »

Raphaël LOPEZ, maçon, a payé de sa vie la recherche du profit que son patron faisait prévaloir sur la sécurité.

Une veuve et sept orphelins sont ainsi venus agrandir la foule immense de ceux que les crimes du Capitalisme ont blessés pour la vie entière.

Correspondant H.R., Pau

L'ABSORPTION DU SECTEUR D'ETAT PAR LES MONOPOLES

Il y a quelques temps déjà est passé un projet portant sur la réforme des poudreries d'Etat. Ce projet scandaleux qui affirme entièrement l'accession des capitalistes dans un secteur qui est théoriquement entièrement d'Etat, est passé assez inaperçu. Il faut dire que l'Etat possède des alliés de taille, à savoir toute la presse à grand tirage, qui n'a pratiquement pas parlé de ce projet, ainsi que les radios et la télévision. Cette dernière ayant ridiculisé le problème, en faisant apparaître les poudreries comme un service employant des techniques moyennageuses.

Quant aux syndicats, ils n'ont pas fait grand chose : réunions, tracts (beaucoup). La seule grève dure qui a été réalisée s'est passée après le vote à la Chambre des députés, donc une action stérile, alors que si les syndicats avaient lutté avec beaucoup plus d'opiniâtreté, le projet aurait été repoussé provisoirement.

Mais ce qui est grave, c'est que les business-men des syndicats, confortablement calés dans leurs fauteuils, se moquent totalement de la classe ouvrière.

Pourtant le problème est d'importance, car si les poudreries ont été cédées pour une bouchée de pain aux trusts du privé (principalement Gévelot), ce n'est qu'un premier pas vers la distribution totale des industries d'armements au secteur privé, ce qui entraînerait une surexploitation des travailleurs, dont certaines tentatives se font jour, principalement par l'augmentation des cadences ; on parlerait même d'apport de capitaux allemands (bruit très fondé).

Dénonçons constamment les manœuvres de l'Etat bourgeois, manœuvres cachées au peuple, dont les visées sont basées sur l'accroissement de super-profits, et sur la surexploitation des travailleurs.

Un lecteur ouvrier parisien.

COURRIER DES LECTEURS

Chers camarades,

Je vous écris parce que je trouve important de dénoncer la presse révisionniste, en particulier la presse enfantine du P.C.F.

J'ai l'occasion de lire « Pif le chien » chaque semaine et j'en sais quelque chose.

La première chose à dénoncer, c'est le prix : 2,50 F c'est bien supérieur même aux prix des publications enfantines qui ne cachent pas leur appartenance au camp de la bourgeoisie. Et cela sous prétexte que « Pif » offre un « gadget », c'est-à-dire souvent un morceau de plastique ou de carton coloré.

Le contenu maintenant : chiens, fantômes, bestioles, hommes préhistoriques, tout est bon pour parler d'autre chose que des luttes de la classe ouvrière. Quant aux bandes « sérieuses », à part le « Grêle 7-13 », toutes se passent à une distance confortable dans le temps, soit dans le passé, soit dans l'avenir.

Les héros sont tous des êtres très forts et très intelligents, ils se sortent toujours d'affaire tous seuls. Le « Grêle 7-13 » (c'est presque aussi bien que James Bond 007) mène à bien la résistance avec deux ou trois camarades et fait une action d'éclat après l'autre. Pas un mot sur le lent travail des maquis pour conquérir la confiance et le soutien des masses, pas un mot sur la vie, les souffrances, le courage quotidien du maquisard moyen.

Mais il y a d'autres bandes ; « Rahan » est un homme préhistorique qui vit tout seul, qui n'a besoin de personne et qui fait seul des découvertes géniales dont il veut bien faire profiter d'autres hommes incultes et hirsutes.

« Loup Noir » est un indien, également solitaire. Il va d'un point à l'autre du Far-West, liant des liens d'amitié avec d'autres hommes et redressant les torts. Il vit de l'air du temps, ce qui le dispense de subir une quelconque exploitation. Évidemment, pas un mot sur la lutte de résistance des indiens contre l'invasion des américains ! L'exotisme de pacotille est bien sûr plus distrayant pour nos petits anges que la lutte des peuples vietnamien ou palestinien.

Dans « Corine et Jeannot », les forces de l'ordre bourgeois nous sont souvent représentées par un agent de police un peu bougon et un peu soupe au lait, mais pas mauvais diable du tout. D'ailleurs, les flics apparaissent souvent dans les bandes dessinées comiques. Cette semaine (n° 85), c'est dans « Arthur le Fantôme » que deux flics, un peu ahuris mais pas méchants, capturent deux malfaiteurs grâce à notre adorable petit revenant.

Mais le « Journal des Jeux » nous réserve aussi quelques surprises.

Dans le n° 85, nous devons chercher des erreurs dans une gravure représentant l'attaque d'un train plein de voyageurs sympathiques par des indiens,

souriants il est vrai, mais quand même...

Chaque semaine on nous propose une énigme policière résolue par Ludovic — Sherlock Holmes. Une fois, le problème était celui-ci : sur un chantier d'abatage d'arbres un contre-maître est assassiné : quel est l'ouvrier qui a fait le coup ?

Voilà à quelle lecture on droit les enfants de la classe ouvrière. Rien sur les luttes du prolétariat et des peuples du monde, mais au contraire une leçon d'individualisme ayant pour but de « distraire » avec des héros exotiques, des animaux, etc... C'est comme les femmes qu'on distrait avec la mode dans « Heures Claires » ; ça vise à faire croire qu'il y a des distractions au-dessus des classes. Mais, après tout, quand on est payé par la publicité bourgeoise, on ne peut pas raconter n'importe quoi.

Un lecteur de Nîmes

Camarades,

Guadeloupéen, j'ai eu l'occasion de lire votre journal qui m'a hautement intéressé. Face à la trahison des révisionnistes du P.C.F., j'ai eu l'occasion de voir que vous aviez relevé le défi et que vous continuez le combat ; je ne puis malheureusement que vous apporter le soutien internationaliste des camarades guadeloupéens en lutte contre le colonialisme français et les faux communistes du P.C.G., eux-mêmes à la solde du P.C.F., pour l'INDEPENDANCE NATIONALE, et l'édition socialiste en Guadeloupe.

Salut fraternel,

un lecteur guadeloupéen

Chers Camarades,

Depuis un certain temps s'est établie une crise certaine dans le mouvement communiste international, crise provoquée par les révisionnistes modernes. A cette occasion les Trotskystes réapparaissent pour montrer une fois encore leur anti-communisme.

Pour préparer des réunions appelées par ces gens « journées d'études sur la crise des partis communistes » à cette occasion, ces sinistres personnages vont jusqu'à falsifier l'histoire. Dans un de leur journaux « Informations Ouvrières » ils veulent faire croire à leurs militants, ainsi qu'à ceux qui seraient attirés par leur « doctrine » que la révolution chinoise n'est qu'« une mise en scène » !

Voilà ce que disent ces bourgeois : « Le programme de la révolution culturelle n'a pas été en effet autre chose que le reflet déformé et tronqué, rendu « réformiste » et privé de sa pointe révolutionnaire, du programme de la révolution politique inscrit dans la réalité. En définitive, une tentative pour éviter la révolution au prix d'un programme de réforme ; un sursaut pour survivre. »

Voilà encore une preuve de la mauvaise foi de ces gens à la solde de la bourgeoisie ; après avoir calomnié l'œuvre du grand dirigeant communiste J. Staline, les voici traitant Mao Tsé-toung de réformateur !

Mais dites-nous petits-bourgeois Trotskystes : qui soutient les luttes révolutionnaires dans le monde ? Qui a soutenu fermement la grande tempête de Mai 1968 sinon le peuple chinois et son grand dirigeant le président Mao ?

Est-ce que des citations comme « le pouvoir est au bout du fusil » ; « la tendance principale, c'est la révolution » sont l'œuvre d'un réformateur ?

Pourquoi attaque-t-on la presse marxiste-léniniste sinon parce qu'elle seule se prononce ouvertement et réellement pour la dictature du prolétariat. Ce n'est pas le cas pour les sombres groupes Trotskystes qui eux sont réformateurs.

La preuve en est certaines tentatives d'alliance avec la C.G.T. et même F.O. sur une commission d'enquête pour aller voir des détenus politiques.

On sait comment F.O. a défendu la classe ouvrière ! et ce n'est pas en calomniant Arafat et Habache que vous prouverez aux travailleurs votre esprit révolutionnaire et internationaliste.

Pour finir, il serait intéressant de savoir avec quels moyens financiers l'A.J.S. peut se permettre de financer un hebdomadaire de 12 pages et un mensuel encore plus volumineux.

Ce financement n'est sûrement pas dû aux travailleurs aspirant à la révolution socialiste, mais plutôt l'œuvre de bourgeois réformistes et d'éléments ténébreux d'obédience fasciste.

Mais un jour viendra où les masses travailleuses portant haut levé le grand drapeau rouge du marxisme-léninisme, balayeront cette idéologie menchevik petite-bourgeoise.

A bas la réaction et tous ses laquais. Portons haut levé l'idéologie Marxiste-Léniniste.

Un lecteur ouvrier

HALTE à la GUERRE COLONIALISTE au TCHAD

(suite de la page 8)

L'embuscade du 11 octobre a donc éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel sans nuage. Aujourd'hui, officiels civils et militaires français admettent que ceux qu'ils ont en face d'eux sont bien organisés, disciplinés et convenablement armés — singuliers « bandits » !

Comme Nixon avec sa « vietnamisation », Hamon a évoqué devant le parlement la « tchadisation » de la « pacification » pour... l'année prochaine.

Lacoste parlait déjà du « dernier quart d'heure » en Algérie. On sait ce qu'il en advint.

LE PEUPLE DU TCHAD VAINCRA !

Le fantôme Tombalbayé attribue ses déboires à l'intervention « étrangère ». Ce n'est ni neuf, ni raisonnable.

Les révisionnistes soviétiques qui ont établi des relations amicales avec tant de fantômes et de bourreaux de par le monde, risquent de perdre un ami. Comme le notait récemment « Le Monde » :

« L'attitude actuelle de l'Union soviétique à l'égard des mouvements de rébellion à travers le monde exclut également qu'elle apporte le moindre soutien au Frolina. La « Pravda » a d'ailleurs publié en novembre dernier un article nettement hostile à la dissidence dans le nord du Tchad, allant même jusqu'à louer « le président Tombalbayé » pour s'être « fixé comme premier objectif de garantir la stabilité nationale de la jeune République ».

Mais les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont fixés depuis longtemps sur la collusion du social-impérialisme russe avec les impérialistes occidentaux. Cette collusion n'empêche pas leur lutte, elle n'empêchera pas davantage leur victoire.

Le peuple du Tchad vaincra parce que sa lutte est partie intégrante de la lutte des peuples du monde entier contre l'impérialisme et le néo-colonialisme. Le peuple du Tchad vaincra car son combat est soutenu par les révolutionnaires et les progressistes du monde entier, à commencer par ceux des métropoles impérialistes.

Le peuple du Tchad vaincra parce que malgré leur force apparente, ses adversaires, impérialistes et fantômes, ne sont que les fantômes d'un passé maudit et condamné à jamais.

Vive les combattants héroïques du Tchad !

Solidarité militante avec la lutte anti-impérialiste des peuples africains !

Hugues DEGENOST.

FEU SUR LES COLONNES ENNEMIES...

QUAND L'HUMANITE BLANCHE ROULE EN VOITURE DE MAITRE

La France a enfin la voiture de prestige que chacun attendait : la Citroën S.M. La radio, la télévision et la presse bourgeoises en ont parlé abondamment. On comprend, dans ces conditions, que l'Humanité-Blanche ne pouvait décemment demeurer à l'écart d'un aussi important événement ! Aussi, forte des millions attendus de sa foire annuelle, elle n'a pas hésité à envoyer l'un de ses reporters essayer, sur les routes de Camargue, ce nouveau joyau de l'industrie française... ce qui nous a valu le long compte-rendu, assorti d'une photo, publié dans le numéro du lundi 14 septembre.

Pour ce plumeux apointé, cette voiture est « phé-no-mé-nale » : « ne trouvant rien à en redire, j'avais tout tenté pendant 250 km pour trouver un reproche, même mineur ». Il est formel : « le propriétaire d'une D.S. ne sera pas dépaysé au volant de la S.M... la joie de conduire, elle va sans doute prendre une nouvelle forme avec ce genre de voiture, qui marque, sans contester, un tournant de l'automobile... Bien sûr, il y a aussi le prix : 46.000 F. La S.M. est destinée à tenter la clientèle

qui roule Porsche ou même Ferrari. On en vend en France et ailleurs, suffisamment pour que Citroën ait prévu une cadence de production de 30 par jour. Et puis, demain, beaucoup d'innovations techniques appliquées sur ce modèle se retrouveront sur des voitures de plus grande diffusion ».

Quel cynisme ! Voilà où conduit l'abandon du critère de classe : à l'apologie sans pudeur d'une voiture pour milliardaires ! En écrivant comme il l'a fait, notre bureaucrate révisionniste s'est délibérément placé « au-dessus des classes ». Mais ce faisant, il s'est mis, en réalité, au service de Citroën et de ses plus gros clients qui tirent leurs fortunes de l'exploitation de l'homme par l'homme. Fidèle valet du grand capital, il va même jusqu'à passer entièrement sous silence l'atroce exploitation des dizaines de milliers d'ouvriers du quai de Javel, et essaie de camoufler sa vilaine besogne en soulignant que la production de voitures de luxe apporte du travail ainsi que des retombées technologiques.

Eh bien, messieurs les révisionnistes, sachez qu'il y a trop

longtemps que votre sœur aînée, la bourgeoisie monopoliste, nous fait le coup (cf. par exemple les cas du paquebot France et de l'avion Concorde) : ça ne prend plus ! Non, la classe ouvrière et le peuple de notre pays n'ont pas besoin des miettes empoisonnées d'une minorité dorée pour travailler et profiter du progrès technique. Au contraire, c'est le renversement et la destruction totale de cette minorité exploiteuse et l'instauration de la dictature du prolétariat qui, en libérant les forces productives muselées par les propriétaires privés des moyens de production, assureront le plein emploi pour tous et entraîneront des bons qualitatifs prodigieux dans le progrès technique ainsi placé au service des masses. D'ailleurs, la classe ouvrière et le peuple de la Grande Chine Rouge et de l'Albanie Socialiste le démontrent, chaque jour, avec éclat.

A bas le révisionnisme traître !

A bas la dictature bourgeoise !

Vive la révolution prolétarienne.

Pierre ROMAIN

ABONNEZ-VOUS !		6 mois	20 F
		1 an	40 F
NOM	pli fermé	80 F
PRENOM	étranger (avion)	120 F
ADRESSE	ABONNEMENTS DE SOUTIEN	
		6 mois	40 F
		1 an	80 F
C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE » 30.226-72			
LA SOURCE.			

Halte à la guerre colonialiste au Tchad !

Le 11 octobre, onze militaires français sont tombés au Tchad. Ou plutôt les autorités militaires françaises ont annoncé la mort de onze soldats. L'expérience des communiqués des guerres coloniales précédentes nous a appris ce qu'il faut penser de tels communiqués. Clandestine ou pas, la guerre du Tchad est une réalité révolutionnaire. Le gouvernement français a insisté sur le fait que les morts et les blessés étaient, après tout, des « volontaires ». Mais combien de marines U.S. tués en Indochine étaient aussi des « volontaires » ?

Le responsable du fait que ces hommes soient devenus des mercenaires du colonialisme, c'est le Capital. Et les hommes du pouvoir des monopoles ont bien tort d'espérer s'en tirer en jouant les Ponce-Pilate.

LA LUTTE DU PEUPLE DU TCHAD EST JUSTE

Mais le gouvernement français affirme, par la bouche du ministre Léo Hamon, que l'action des troupes engagées au Tchad est dirigée contre des agissements qui relèvent « du banditisme plutôt que de la lutte politique ».

Voilà encore une chanson bien connue !

Sous la 4^e République, les Guy Mollet, les Mitterrand et autres Bourges-Maunoury ou Georges Bidault ne parlaient pas autrement du « Vietminh », des « Fellaga », ou des patriotes malgaches.

Nous nous bornerons, quant à nous, à rappeler un certain nombre de données historiques :

1° La colonisation du Tchad, réalisée à la fin du 19^e siècle, fut le résultat d'un partage de l'Afrique entre les puissances impérialistes (anglais, français, puis italiens).

Partageant l'Afrique comme un gâteau des rois, les colonialistes ignorèrent bien entendu les Etats et les ethnies, et même le relief.

2° Le Tchad, territoire immense (1.200.000 km² soit deux fois la France), et peu peuplé (2.800.000 habitants, soit moins que les vingt arrondissements de Paris), regroupe donc une zone montagneuse et désertique, au Nord, et une région plus petite, au Sud, domaine des plantations, de la forêt et des grands fleuves.

Le Nord est peuplé de musulmans de culture arabe, et le Sud, de noirs non-islamisés et appartenant à de nombreuses ethnies.

Peu de richesses au Tchad. Mais les colonialistes français y tiennent, car il commande le cœur de l'Afrique, jouxtant la Libye et son pétrole, le Niger et son uranium, la Nigéria, le Soudan, la République Centre-Africaine (ex-colonie française de l'Oubangui-Chari).

3° Lors de l'accession du Tchad à l'« indépendance », les accords franco-tchadiens stipulèrent que les forces armées françaises continueraient à occuper les bases militaires de Fort-Lamy et de Fort-Archambault. Les accords de défense « mutuelle » (!) stipulaient également que sur simple demande du gouvernement tchadien, les forces armées françaises pourraient intervenir militairement dans le pays pour y écraser la « subversion ». C'est en vertu d'accords semblables que des troupes françaises sont intervenues au Cameroun, au Niger, au Gabon.

Si l'on précise, pour compléter le tableau, que l'administration tchadienne est truffée de hauts fonctionnaires français, que le Tchad fait les trois-quarts de son commerce extérieur avec la zone franc, on aura donné la mesure de l'« indépendance » tchadienne.

FONDES DE POUVOIR (VEREUX) DU COLONIALISME

Bien entendu, les colonialistes n'ont pas installé n'importe qui à la présidence des Etats fantoches ainsi créés. Il y a eu quelques « imprévus » (Guinée, Mali, Congo-Brazza...), mais dans l'ensemble le système a fonctionné au mieux des intérêts des maîtres d'hier (et d'aujourd'hui) de l'Afrique « francophone ». Les Senghor, Houphouët-Boigny, Ahidjo, Hamani Diori, Tsiranana sont restés les vassaux de l'impérialisme français, pour le meilleur (pour eux) et pour le pire (pour les Africains).

Au Tchad, après un bref intermède où la présidence fut assurée par l'Antillais Lisette, François Tombalbayé s'y installa.

Tombalbayé est originaire du Sud, et cela permet à de nombreux journalistes et politiciens bourgeois de mettre en avant les oppositions ethniques entre Nord et Sud. Il est cependant évident que l'essentiel n'est pas là.

Le gouvernement tchadien s'est comporté dès le début comme une oligarchie pillarde et corrompue, mettant le pays en coupe réglée. Impositions répétées, confiscation de troupeaux, expéditions punitives, etc., tel fut le lot quotidien des Tchadiens, au Nord comme au Sud.

C'est ce qui explique le déclenchement de la révolte presque simultanément dans le Nord et dans le Sud dès 1966.

Révolte des populations lassées d'être traitées en serfs, taillables et corvéables à merci, elle s'étendit néanmoins comme un feu de brousse tant les conditions objectives et subjectives étaient réalisées. Début 1969, la situation du fiasco Tombalbayé était désespérée : ses troupes, en débandade, ne tenaient plus que quelques centres et voies de communication.

C'est dans ces circonstances que de Gaulle donna le feu vert pour l'intervention armée des forces françaises.

La répression remporta d'abord quelques succès

notamment dans le Sud. Mais la révolte s'était organisée, politiquement et militairement. C'est pourquoi elle put supporter sans succomber, le choc de l'armée colonialiste.

Cependant, la presse française faisait, dans l'ensemble, silence sur cette guerre, sauf pour indiquer que le plus gros était fait. « Ce que l'on a improprement appelé « la guerre du Tchad » touche à sa fin », déclarait en mars le général Cortadelas, commandant en chef des forces françaises au Tchad.

Elle faisait silence également sur le programme du Front National de Libération du Tchad (Frolinat), et cela se comprend : des « bandits » ne peuvent avoir de « programme » politique !

(suite page 7)



Patriotes tchadiens en embuscade.

1^{er} NOVEMBRE 1954 :

DÉBUT DE LA GUERRE DU PEUPLE ALGÉRIEN POUR SON INDÉPENDANCE NATIONALE

Voici seize ans commençait dans le massif montagneux des Aurès, le 1^{er} novembre 1954, la guerre révolutionnaire du peuple algérien pour son indépendance nationale. Armés de fourches et de fusils de chasse, les premiers groupes de patriotes allumaient ainsi un feu qui allait embraser toute la plaine, c'est-à-dire l'ensemble de leur peuple. Sept ans plus tard, ce fut la victoire : le colonialisme et l'impérialisme français, battu en dépit d'exactions monstrueuses, était contraint de reconnaître l'indépendance de la nation algérienne. C'était là, par avance, l'éclatante démonstration de cette vérité proclamée voici quelques mois par Mao Tsé toung et déjà contenue dans toute son œuvre théorique et pratique antérieure : « Le peuple d'un petit pays triomphera à coup sûr de l'agression d'un grand pays, s'il ose se dresser pour la lutte, recourir aux armes et prendre en main le destin de son pays. C'est une loi de l'histoire. »

En tant que Français appartenant au peuple que le colonialisme a entraîné à opprimer pendant plus d'un siècle le peuple algérien, nous avons le devoir de comprendre et expliquer à nos concitoyens « qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre ». C'est là un principe léniniste que le Parti « communiste » français n'avait pas dissimulé de 1947 à 1952 à ses militants et à la classe ouvrière à l'occasion de la « sale guerre » du Vietnam (même si l'étude historique de certaines de ses prises de position à cette époque témoigne sans équivoque d'une nette tendance opportuniste de droite dans sa ligne politique).

En tant que marxistes-léninistes, force nous est de constater le reniement par le P. « C. » F. du principe de l'internationalisme prolétarien, dès qu'il s'est agi de soutenir concrètement le juste combat du peuple algérien. Pourquoi ?

Parce que les dirigeants du P. « C. » F. ont glissé irrésistiblement de l'opportunisme de droite à la trahison révisionniste ouverte à partir du 20^e congrès du Parti « communiste » de l'U.R.S.S. Au demeurant, l'attitude chauvine et hautaine vis-à-vis des peuples des « colonies » avait prévalu à la direction du P. « C. » F., dans certains cas précis depuis bien longtemps avant 1956.

Le P. « C. » F. n'a plus assumé ses obligations

naturelles de soutien par le prolétariat d'un pays impérialiste à la lutte d'un peuple colonisé et opprimé par son propre impérialisme. Ce fut une trahison que ni le peuple algérien, ni le prolétariat français ne doivent jamais oublier, en dépit des dénégations et pirouettes démagogiques que les dirigeants révisionnistes tentèrent in extrémis aux approches de la victoire des patriotes algériens et par la suite (ex : la fameuse visite de Jeannette Vermeersch à Ben Bella et au F.L.N. à Alger en 1963, pour leur confier qu'une « autocritique » de Maurice Thorez était préparée — Renseignement émanant d'un membre du Bureau politique du P. « C. » A. à l'époque. Cette démarche était en fait destinée à assouplir et favoriser les relations de l'U.R.S.S. avec le gouvernement d'Alger).

LE CARACTÈRE DE LA GUERRE DU PEUPLE ALGÉRIEN

Mais quel fut exactement le caractère de cette guerre qui dura sept ans, mais qui n'avait en réalité jamais complètement cessé depuis 1830, époque de la conquête colonialiste de l'Algérie ?

Ce fut une guerre populaire de révolution nationale anti-colonialiste et anti-impérialiste.

Populaire en effet, fondamentalement, car les combattants algériens groupés dans l'Armée de Libération Nationale étaient issus du peuple dont l'immense majorité vivait dans les campagnes et les montagnes. On a pu dire que l'A.L.N. était une armée de « tellahs ». Les paysans pauvres y constituaient la masse des soldats en effet, aux côtés d'ouvriers et de petites gens venus des villes.

Révolutionnaire également, car dès les premiers combats et même bien avant, les patriotes algériens affirmèrent sans ambiguïté leur terme résolution d'aller jusqu'au bout, pour chasser l'occupant et l'autorité colonialistes et leur substituer un nouveau régime.

Nationale, puisqu'il s'agissait de rejeter l'oppression impérialiste du colonialisme français qui s'était imposée et se maintenait par la violence depuis plus d'un siècle, et ceci pour rétablir la souveraineté de la nation qui existait bel et bien avant la conquête de 1830.

(suite page 5)